



MINISTÈRE DE L'EUROPE ET DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

**M. Jean-Yves Le Drian,**

**Ministre de l'Europe et des Affaires Étrangères**

**PFUE**

*« Relations commerciales UE-Afrique : vers de nouveaux partenariats »*

**A Paris, le lundi 10 janvier 2022**

*Seul le prononcé fait foi*

Mesdames et Messieurs,

I/ Je suis très heureux de vous rejoindre à l'issue de cette journée qui marque le premier temps d'une série de rencontres organisées dans le cadre de la nouvelle présidence française du Conseil de l'Union européenne pour refonder le partenariat euro-africain.

C'est une priorité, pour la France comme pour l'ensemble des Européens.

- Parce que des **liens humains** très denses unissent nos deux continents.
- Parce que nous avons **d'immenses défis** en partage – de l'urgence environnementale à la question des migrations et des mobilités, en passant par la menace du terrorisme.
- Et parce que nous sommes exposés à la brutalité des mêmes **jeux de puissance**.

Pour toutes ces raisons, notre **intérêt commun** est de continuer à transformer les **interdépendances** qui, en raison de notre histoire et de notre géographie, existent entre nos sociétés et nos économies en autant de **solidarités concrètes**.

- Pour bâtir l'**avenir** ensemble.
- Pour répondre aux aspirations de nos **jeunesses**.
- Et pour rester maîtres de nos destins, en nous appuyant les uns sur les autres pour affirmer nos **souverainetés respectives**.

C'est – vous le savez – ce que nous avons commencé à faire dès le **Sommet sur le financement des économies africaines** qui s'est tenu à Paris en mai dernier.

**II/ Et c'est ce que nous continuerons de faire au Sommet Union européenne-Union africaine des 17 et 18 février prochains**, dont nous allons poursuivre la préparation au *Gymnich* de Brest en fin de semaine – à 27 et avec à nos côtés **Moussa Faki** et mon homologue sénégalaise, puisque c'est le Sénégal qui assurera le mois prochain la présidence de l'UA.

Notre travail s'organisera autour du **trptyque prospérité, sécurité, mobilités**.

**1/ Il s'agira de bâtir une relance euro-africaine durable, dans tous les domaines où se joue notre prospérité.**

- **En soutenant les économies africaines.**
  - Par l'allocation de *Droits de tirages spéciaux* au profit du continent – avec un objectif de 100 milliards de dollars.
  - Par l'appui à l'entrepreneuriat et à l'innovation.
  - Par le renforcement des partenariats commerciaux euro-africains en appui de la résilience économique de l'Afrique.
  - Et par le développement d'infrastructures de qualité.

C'est essentiel pour donner **des perspectives d'emploi et donc des perspectives d'avenir** à la jeunesse africaine.

- En **soutenant les transitions énergétique et numérique** en Afrique, qui sont aussi au cœur de notre plan de relance européen.
- Et, parce que la prospérité suppose la maîtrise de la pandémie, en **soutenant la production locale de vaccins** – avec l'ouverture de plusieurs *hubs* de production, en Afrique du Sud et au Sénégal – et le renforcement des systèmes de santé nationaux, et tout particulièrement des agences de réglementation pharmaceutique, en s'appuyant notamment sur l'expérience de l'agence européenne du médicament, qui a un rôle très structurant au sein de l'UE comme on l'observe depuis que les vaccins contre la Covid sont disponibles.

**2/ Il s'agira aussi de contribuer à ce que les Africains accroissent leur capacité à assurer la sécurité du continent**, par des initiatives portant sur nos priorités communes : l'endigement de la menace terroriste du Sahel vers le Golfe de Guinée et la lutte contre la piraterie maritime dans le golfe de Guinée. L'objectif est ainsi concrètement, à titre d'exemple, d'appuyer l'initiative d'Accra et le processus de Yaoundé.

**3/ Il s'agira enfin de repenser la question des mobilités.**

- Pour **favoriser les échanges entre nos deux continents**, notamment par une amélioration du **programme Erasmus+** pour l'Afrique et un renforcement des **mobilités croisées** de nos étudiants et chercheurs.
- Mais aussi pour **lutter contre les réseaux de trafiquants d'êtres humains et les filières de passeurs**.

**III/ Nos relations économiques et commerciales, qui sont déjà tout à fait considérables, nous donnent des leviers essentiels pour construire ce *new deal* euro-africain.**

Avec l'UE et l'UA, nos Etats, nos entreprises, nos institutions financières et nos sociétés civiles doivent donc se mobiliser – ensemble – pour renforcer ces relations, et même les développer dans les secteurs prioritaires de l'investissement, des services ou encore de l'économie numérique.

- Il y va – je le disais – de notre **prospérité partagée**.
- Mais aussi de notre capacité à porter ensemble un **modèle de développement durable et de progrès social et humain** à la hauteur des défis du XXI<sup>e</sup> siècle.

**1/ C'est tout à fait essentiel pour l'avenir de notre Méditerranée, qui est le trait d'union entre nos deux continents.**

**a/ Grâce au *Processus de Barcelone* lancé par l'Union européenne et ses voisins il y a maintenant 25 ans, nous sommes parvenus à accroître nos échanges dans cette zone – en volume comme en valeur –, à réduire les droits de douanes et à faire émerger de véritables filières industrielles euro-méditerranéennes, par exemple dans l'aéronautique ou l'automobile.**

- Ce sont autant de succès, dont nous pouvons collectivement être très fiers.
- Et je tiens à saluer le travail de *l'Union pour la Méditerranée* et de son secrétaire général, **Nasser Kamel**.

**b/ Nous devons maintenant aller encore plus loin.**

- En élargissant les domaines de coopération couverts par les accords commerciaux actuels.
- En identifiant de nouveaux secteurs pour la **co-localisation de chaînes de valeur euro-méditerranéennes**, ce qui nous permettra de disposer d'une *alternative* aux approvisionnements lointains. Voilà un enjeu de souveraineté très concret !
- Et en œuvrant au renforcement de **l'intégration économique de la rive sud**.

On m'a dit que vous avez abordé ces questions et exploré des pistes nouvelles pour nos partenariats aujourd'hui, et je m'en félicite. Car c'est la voie sur laquelle nous devons avancer. Et que nous avançons !

**c/ C'est, en effet, dans cet esprit que nous encourageons la modernisation du cadre de partenariat commercial avec l'Afrique du Nord**, et que nous avons inclus des dispositions en ce sens dans le nouvel accord de l'UE avec les pays d'Afrique – Caraïbes – Pacifique, dit « **Post-Cotonou** », *qui concerne 48 Etats d'Afrique*.

**2/ Car, au-delà de l'espace méditerranéen et de son importance stratégique, c'est aussi avec l'Afrique toute entière que nous pouvons et devons renforcer nos relations commerciales et d'investissement.** Cet impératif sera bien sûr au cœur du Sommet UE-UA des 17 et 18 février.

**a/ Mais je veux, dès maintenant, saluer les appels à l'extension du champ de nos accords commerciaux et au rehaussement de nos normes sociales et environnementales qui ont d'ores et déjà été lancés, aussi bien par des Etats que par les sociétés civiles et le secteur privé.**

C'est avec *l'ensemble de ces acteurs*, en les associant étroitement à nos travaux, que nous pourrons en effet **faire de nos accords de commerce et**

**d'investissement de vrais leviers de croissance.** Nous devons donc développer – et je vous y invite – davantage de **plateformes d'échange entre les secteurs public et privé** pour accélérer l'intégration des chaînes de valeur européennes et africaines, en surmontant les points de blocage potentiels que – me dit-on aussi – cette journée a permis de mettre au jour.

**b/ L'UE continuera, pour sa part, à soutenir la mise en œuvre de la zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf),** conformément au projet de l'Union africaine. J'appelle d'ailleurs tous nos partenaires européens à s'engager pour cet objectif, notamment en rejoignant **l'initiative *Equipe Europe*** en cours de mise en œuvre pour accompagner concrètement le processus d'intégration économique africaine, sur la base des besoins identifiés par nos partenaires africains et par la promotion de l'expérience européenne en la matière.

\*

A l'horizon de toutes ces discussions et de tous ces projets – Mesdames et Messieurs –, il y au fond une conviction : la conviction que **l'ouverture commerciale est une chance pour nos sociétés, pourvu que nous construisions ensemble de véritables cadres de réciprocité, au service des intérêts de nos concitoyens des deux continents et de nos souverainetés.**

La réponse aux **défis** économiques, sociaux, environnementaux et climatiques qui nous frappent tous aujourd'hui, la réponse aux **tensions commerciales**, la réponse aux **stratégies d'emprise et d'hégémonie, voire parfois de prédation**, mises en œuvre par certaines puissances, ce n'est pas le repli et la fermeture de nos marchés. C'est, au contraire, davantage de coopération entre nous, pour mettre en place des **chaînes de valeur performantes, diversifiées et respectueuses de nos biens communs.**

Voilà le sens de l'engagement de notre présidence française pour une **politique commerciale ouverte, durable et ferme au niveau européen.** Et voilà le sens de notre engagement en faveur d'un **renouveau des partenariats commerciaux entre l'UE et l'Afrique.** Je vous remercie.